

L'EUROPE COLONISATRICE

La période coloniale de l'histoire de l'Europe

Colonisation et colonialisme

Commencée avec la découverte à peu près simultanée de l'Amérique (1492) et de la route maritime des Indes (1497), la suprématie européenne a duré moins de cinq siècles, moins d'un dixième des temps historiques et d'un millièmè du passé de l'homme. Brève au regard du temps, elle a toutefois constitué par son extension géographique à toute la planète, le phénomène le plus universel de l'histoire de l'humanité. Rayonnement dans tous les sens, puis déclin rapide, la colonisation occidentale fut un jaillissement.

Accusations

Beaucoup de dégâts lui sont imputés: extermination des populations du Mexique et d'Amérique du Sud par les conquistadores espagnols, extinction du peuplement aborigène d'Australie, guerres indiennes et parage des survivants dans des réserves en Amérique du Nord, introduction forcée de l'opium en Chine et de l'alcool un peu partout, guerres de conquête en Afrique et en Asie centrale, traite des noirs etc. On l'accuse aussi de crimes contre l'esprit: destruction sauvage des civilisations des Aztèques et des Incas, déliquescence des civilisations hindoue et chinoise, appauvrissement, partout, de la culture humaine par l'écrasement des diversités dans les conceptions intellectuelles, artistiques, philosophiques et morales, par l'effacement des styles de vie différents des nôtres et par l'imposition à tous les esprits du "prêt-à-penser" de confection occidentale. Même sur le plan des activités économiques, la ruine de l'industrie textile et de l'artisanat indiens, le pillage universel des matières premières, le sous-développement économique de la plus grande partie du monde lui sont imputés. Nous

aurions cassé tous les ressorts de développement que les sociétés "autres" recelaient sans que nous nous en doutions, par la destruction des cadres sociaux traditionnels, le freinage de la mobilité sociale et de la promotion des élites, et l'instauration d'un ordre bureaucratique et monétariste.

L'Occident, écrasé à tort ou à raison sous le poids d'aussi lourdes culpabilités, a voulu semble-t-il, au moins dans un premier temps, s'en décharger en les imputant à une doctrine politique, le colonialisme, et à une catégorie sociale, les coloniaux, qui auraient en quelque sorte existé en marge de sa substance intrinsèque humaniste et généreuse. Ces boucs émissaires lui avaient, il est vrai, été désignés souvent par des dirigeants du tiers-monde en quête d'idéaux pour les mouvements de libération ou d'alibis pour les difficultés qui allaient suivre. Il était moins compromettant d'accuser un colonialisme dans lequel personne ne se reconnaissait que des conceptions politiques libérales ou communistes.

Pour quels mobiles ?

En réalité, l'expansion européenne a répondu à des mobiles impérialistes, mercantiles, militaires, idéologiques, politiques, religieux etc. extrêmement divers, et qui se mêlaient, suivant les pays et les époques, de façons très différentes. On a pu attribuer l'expansion musulmane au prosélytisme religieux, les colonies des anciens Grecs à leur vocation maritime et commerciale, les conquêtes romaines à une volonté impérialiste, d'autres ont voulu s'assurer des frontières sûres ou reculer sans cesse les leurs vers l'Est ou vers l'Ouest, accéder à des matières premières ou contrôler des voies de communication. L'expansion européenne, elle, a confondu tous les motifs et tous les mobiles. Se sont mêlés saints et pirates, missionnaires et brigands, hommes d'affaires ambitieux et émigrants en fuite,

aventuriers fous et puritains rigides. Toute l'Europe, animée par la foi dans ses idées religieuses et morales, ses capacités industrielles et commerciales, ses moyens militaires et techniques, l'appât du gain ou la curiosité scientifique, s'est lancée à la conquête du monde. La ruche a essaimé: elle a expulsé vers l'extérieur ce qu'elle avait de meilleur et de pire, et ce qu'elle avait d'excessif plutôt que de moyen ou de médiocre.

L'explication des mots fournit souvent l'explication des choses. Dans son sens actuel, qui n'est plus celui des Anciens, le mot "colonies" n'apparaît qu'au XVIè siècle, suivi bien plus tard encore par ses dérivés "coloniser", "colonial", etc. Le mot "colonialisme", lui, n'apparaît

qu'au XXe siècle et prend rapidement une coloration péjorative. Il s'est trouvé ainsi bien à point, au moment des indépendances, pour occulter dans les pays du tiers monde les accusations embarrassantes à l'égard des anciennes métropoles et les responsabilités à prendre par les nouveaux dirigeants.

Les coloniaux

Mais qu'ont donc fait ces coloniaux, depuis qu'ils ont été perçus comme une catégorie sociale distincte, c'est-à-dire depuis qu'il s'en est trouvé pour s'expatrier durablement (et non pas seulement pour le temps d'une conquête ou d'une entreprise), s'établir outre-mer en marge ou à la frange des sociétés autochtones et y exercer des activités permanentes à la charnière entre celles-ci et leur pays d'origine ? Car tels sont bien les caractères qui les différencient des conquistadores, des traders et des émigrants qui ont sillonné le monde depuis la fin du XVe siècle.

La suprématie occidentale, établie au départ par des progrès décisifs dans les métiers et les sciences, ainsi que dans les techniques maritimes, militaires et commerciales, a rapidement structuré le monde. La nécessité d'assurer partout la sécurité des expéditions, des négoce et des entreprises a imposé de mettre fin à la piraterie, au banditisme, aux razzias, aux guerres de tribus et de roitelets. Des établissements durables

Naissance de nouvelles nations

Armée, police, justice, finances, économie, administration, les noyaux des Etats ont ainsi été constitués progressivement par des établissements permanents publics et privés en marge de sociétés locales, qu'on voulait structurer de l'extérieur, sans trop les pénétrer. Les institutions et les modes de vie traditionnels paraissaient en effet devoir être maintenus à l'usage des populations concernées, même si le colonisateur considérait les siens comme meilleurs pour lui-même. On retrouve là l'origine des villes coloniales, avec leurs cités européennes et indigènes séparées, l'administration indirecte, l'économie duale, les discriminations perçues actuellement comme insultantes.

Les besoins de l'armée, de l'administration et des affaires, mais aussi de l'évangélisation, ont imposé la nécessité de valoriser les ressources humaines par l'enseignement, le développement des moyens

Vers l'universalisme

Les élites scolarisées, occidentalisées - bien que souvent elles s'en défendent - et urbanisées ont pris au niveau des pouvoirs le relais des autorités traditionnelles. Des conceptions plus universelles ont

En réalité, il n'y a jamais eu de doctrine, de penseur ou de prophète du colonialisme, comme il y eut un Adam Smith pour le libéralisme ou un Karl Marx pour le communisme, mais il y a eu indéniablement des coloniaux.

ont imposé autour d'eux un ordre stable, assuré les escales, le ravitaillement et la protection des voyageurs. Ce pouvoir, distinct à la fois des lointaines administrations métropolitaines et du commandement des expéditions militaires et navales, a dû assurer, en grande partie par ses propres moyens, l'instruction et l'entraînement de forces locales et se créer une police. Il a fallu aussi stabiliser les populations voisines, et pour cela leur assurer un minimum de prospérité et de tranquillité, en éliminant les fléaux sociaux comme le cannibalisme, les infanticides, la sorcellerie, la torture et en organisant leurs moyens d'existence, essentiellement les marchés, la monnaie et l'agriculture. Sur bien des points, d'ailleurs, ces exigences rencontraient à la fois les cupidités mercantiles et les valeurs spirituelles et morales de la chrétienté, et surtout de l'universalisme catholique. On ne sut d'ailleurs jamais bien laquelle précédait l'autre, la convoitise ou la spiritualité.

d'expression orale et écrite, la substitution de langues communes aux innombrables parlers locaux. Se sont ainsi créés des espaces culturels, au-dessus des régionalismes et des traditions, qui ont constitué autour des Etats en formation l'aura d'une certaine identité culturelle. Jointe au sentiment d'une communauté de destin, elle contenait en germe l'idée de la nation, et de son unité.

S'il est donc exact de dire que les frontières de l'Afrique, par exemple, ont été tracées sur les cartes en Europe, en voulant signifier par là qu'elles sont artificielles, il faudrait compléter cette affirmation en ajoutant que l'action des colonisateurs, suivie par celle des pères des indépendances, leur a donné un contenu national maintenant bien réel. Dans cette évolution, les réseaux d'enseignement et les clergés locaux, oeuvre des missionnaires, ont joué un rôle fondamental.

pu ainsi façonner les institutions et les organes du pouvoir politique et économique: partis, syndicats, gouvernements, parlements, églises se retrouvent partout à peu près semblables à nos institutions

européennes, même si les étiquettes ne recouvrent pas toujours des valeurs de même qualité. Les conceptions humanistes de l'Occident servent partout de référence et de norme, bien que leur application soit souvent viciée ou entravée.

S'il est indéniable que malgré les conceptions chrétiennes mises en avant par beaucoup de conquérants et d'émigrants, l'expansion européenne a fait périr par les armes, les épidémies, l'alcool, l'opium ou le déracinement beaucoup d'êtres humains, combien de ceux-ci seraient décédés par le fait d'autres contacts - inévitables - avec d'autres hommes, d'autres conceptions: l'histoire ne cesse de retrouver trace de peuples submergés, de civilisations disparues.

Mais il est maintenant certain que l'organisation sanitaire mise en place dans les colonies a sauvé beaucoup plus d'hommes que tous les massacres et les épidémies en ont tués depuis les débuts de l'humanité. Le boom démographique des pays du tiers monde est tel que des voix se font entendre pour reprocher à l'occident de l'avoir provoqué et pour lui demander les moyens de l'enrayer. Les réseaux de distribution commerciale et les organisations missionnaires et caritatives ont aussi éliminé les famines, mais pour un temps seulement, celui précisément de la colonisation.

Enfin, il faut mettre à l'actif de la colonisation occidentale l'établissement des voies de

Et maintenant ?

Aux anciens coloniaux qui reviennent d'un voyage récent au Congo, on pose souvent la question: que pensent de nous maintenant nos anciens pupilles ? La réponse est difficile: dans un pays où l'espérance de vie n'est plus que d'une cinquantaine d'années, les plus de quarante-cinq ans, qui ont pu conserver quelques souvenirs personnels de l'époque coloniale, se font rares. Ils sont noyés dans une société qui s'est créée une nouvelle culture, d'autres idées, dont il serait indécrottable de les dissocier par des questions qui seraient vite interprétées comme de nature politique ou révisionniste. Mais leur accueil toujours chaleureux et les souvenirs personnels qu'ils évoquent plaident davantage que les mots.

Des conversations que l'on entend et des journaux que l'on lit là-bas on peut cependant dégager quelques impressions. Le système colonial, associé à un imaginaire fait de mépris, de travaux forcés et de contraintes - dont personne, dans la population actuelle, n'a en réalité personnellement été victime - continue à être jugé très négativement. Mais dès que l'on s'éloigne de cette abstraction pour en venir aux questions concrètes, on s'accorde à reconnaître que l'on vivait mieux à l'époque coloniale: pouvoir d'achat, soins médicaux, transports, sécurité etc. étaient bien mieux assurés. Les grandes institutions coloniales -

communication qui ont désenclavé les groupes humains et les économies locales, ouvert les espaces vides et les zones inaccessibles, permis la mise en valeur des terres et du sous-sol par les entreprises locales ou étrangères, et rendu possibles les échanges d'idées et de biens entre tous les hommes.

Cette structuration du monde moderne a été opérée à une vitesse stupéfiante: en moins d'un millième de la durée de l'humanité, celle-ci a été organisée presque toute entière dans ses territoires et ses relations, encadrée par des institutions, des principes et des règles au départ de petits groupes d'hommes partis d'un cap d'Eurasie.

Cette organisation n'est pas le résultat d'un dessein "colonialiste" prémédité, ni l'oeuvre des seuls coloniaux. Ils n'étaient pas les inventeurs des modèles et des idées dont ils étaient porteurs, pas plus que de leurs outils et de leurs techniques. De leurs seules mains, ils n'auraient pu faire grand chose: ils étaient si peu nombreux, une vague sur un océan d'hommes sortant de la nuit des temps.

Sans les métropoles et sans les populations locales, ils auraient été impuissants. Mais toujours à la limite qui sépare les sociétés en présence, ils ont catalysé les réactions de part et d'autre, dans le sens du rapprochement entre tous les hommes, et de l'ordre surgissant du chaos.

l'administration, la magistrature, la Force Publique, les sociétés et les missions religieuses - sont toujours citées en exemples que leurs correspondants actuels devraient imiter. Les Belges, toujours plus ou moins associés à l'image du Roi Baudouin, sont jugés plus proches et plus compréhensifs que les "étrangers".

On reconnaît volontiers qu'une nouvelle culture est née de la colonisation, dans laquelle la religion et la langue du colonisateur se sont intégrées au niveau le plus éminent: celui de l'excellence qu'il faut atteindre pour faire partie de l'élite, sans que l'on puisse cependant renier les valeurs traditionnelles: solidarités claniques et tribales, culte des ancêtres conservent une grande force dans les mentalités. Le christianisme, aussi, prend des accents bantous. Des arts et une littérature se créent, qui nous paraissent plus proches des anciens canons esthétiques autochtones que des nôtres. On s'élabore aussi une représentation du passé, qui n'est pas non plus la nôtre: des histoires nationales s'édifient, pour la plus grande gloire de leurs auteurs, gens du commun ou savants professeurs.

Au total un nouveau monde surgit. L'ordre colonial, en apparence disparu, demeure créateur de nouvelles diversités



La colonisation européenne: L'évolution des idées

Une théologie de la colonisation

1493. Le pape Alexandre VI partage la Terre entre l'Espagne et le Portugal. Le méridien situé à 370 lieues de l'ouest de l'archipel du Cap Vert formera la limite entre les deux Empires: à l'ouest tout appartiendra à l'Espagne, à l'est tout au Portugal. Quelles furent les motivations de ce lointain précurseur de nos modernes Yalta - la politique des blocs - et Helsinki - l'intangibilité des frontières ? Il fallait que "la religion catholique fût exaltée et partout répandue, et que les nations barbares soient soumises à la Foi". L'Espagne et le Portugal, qui dominaient les mers, devaient s'en charger.

Vers 1550, le Conseil des Indes fixe à Valladolid les "lois nouvelles pour les établissements espagnols", au terme d'un large débat de lettrés et de théologiens dominés par les idées des dominicains Las Casas, évêque de Chiappa au Mexique, et Vittoria, de l'Université de Salamanque. La souveraineté temporelle du pape sur la terre et les droits de l'empereur ne constituent déjà plus pour eux des titres suffisants à la conquête des Indes. "A l'aube des temps, tout était commun, et chacun pouvait se rendre où bon lui semble". Il y a donc un droit naturel au libre accès à toutes les richesses de la terre et à leur commerce, à l'universelle circulation des hommes et à leur libre établissement partout. D'autre part, les "barbares" étant hors d'état d'assurer eux-mêmes leur salut, il appartient aux chrétiens de s'en charger, non seulement pour l'exaltation de la Foi, mais dans l'intérêt même des assujettis.

Apparaissent ainsi très tôt les thèmes du "patrimoine commun à tous les hommes", du "fardeau du chrétien

et de l'homme blanc", ainsi que de la primauté du salut des hommes, thèmes complètement ignorés des Anciens et des colonisations orientales et méditerranéennes. Les idées du "fardeau" - c'est-à-dire d'un devoir de prendre en charge - et du "salut des hommes" - c'est-à-dire du souci de leur sort - chemineront tout au long du mouvement colonial pour trouver leur formulation la plus explicite durant la seconde moitié du XIXe siècle.

Un effet pervers, cependant, se manifestera immédiatement: tous les hommes étant égaux devant Dieu, personne n'a le droit de réduire quiconque en esclavage: les Indiens doivent donc être libérés. Mais il n'est pas interdit d'utiliser ceux qui sont esclaves par nature, puisqu'ils sont vendus comme tels par leurs semblables: les Noirs d'Afrique. A l'esclavage des Indiens on substituera donc celui des Noirs. La justification de la colonisation ira donc de pair avec celle de la traite, mais avec une échappatoire cependant: les esclaves pourront être affranchis lorsqu'ils auront, par leurs comportements individuels, démontré qu'ils ont, comme les chrétiens, échappé à leur péché originel. L'esclavage moderne comportait donc, au contraire de l'antique, sa propre négation: malgré toutes les astuces de la casuistique, il était inconciliable avec l'esprit chrétien des colonisateurs. Il finira donc par être aboli, trois siècles après son institution, mais dans les pays chrétiens seulement. Ailleurs, il demeure, derrière apparences et alibis, la forme la plus répandue d'exploitation de l'homme par l'homme.

Barbares ou bons sauvages ?

Pendant que s'effondraient les civilisations des Aztèques et des Incas, que les métaux précieux des Amériques, les épices et les soieries d'Orient faisaient la fortune de l'Europe et finançaient les fastes de la Renaissance, la question du fondement moral de la colonisation, qui ne s'était jamais posée dans l'Antiquité, allait donc continuer à faire l'objet des débats des meilleurs esprits. Au "barbare" à convertir des dominicains espagnols, on opposera bientôt en France le "bon sauvage" de Ronsard, "l'enfant nouvellement né" de Rabelais, qu'il faut "bercer, éduquer et assurer" plutôt que conquérir, et, en Angleterre, les "utopiens" de Thomas Moore et de Francis Bacon, modèles vers lesquels il faut entraîner tous les hommes.

L'histoire, en même temps, continuait à se faire loin de ces discussions. Le partage du monde s'opérait avec d'autres partenaires, France, Angleterre, Pays-Bas, que le Saint-Siège n'avait pas prévus, et suivant des motivations multiformes, variables suivant les acteurs, les lieux et les circonstances. Partout, on pillait, commerçait, prêchait, cultivait ou priait. La sincérité des idées n'est cependant pas à mettre en doute. Dans le même temps où ils établissaient à Macao, au bout d'une longue chaîne d'honnêtes comptoirs commerciaux, le tripot de l'Asie, les Portugais se faisaient expulser du Japon au profit des Hollandais, parce qu'ils voulaient trop ouvertement prêcher et convertir. Les Espagnols poursuivant une expansion

plus continentale, établissaient au Paraguay des communautés à l'image des grands monastères du Moyen Age, empreintes à la fois de l'esprit chrétien le plus profond et d'un socialisme pré phalanstérien. Partout, et surtout là où l'on avait le plus pillé et

massacré, au Pérou et au Mexique, on élevait cathédrales et monastères d'une richesse inouïe, au service d'un catholicisme ardent et populaire qui allait s'estomper en Europe.

Le mercantilisme

Avec le mercantilisme de Colbert, au milieu du 17^e siècle, apparaît cependant une nouvelle forme de colonisation qui se juxtaposera, sans s'y substituer, à l'apostolat chrétien (le barbare à convertir) et à la philanthropie laïque (le bon sauvage à éduquer). Devant l'accumulation de l'or et de l'argent, c'est-à-dire du pouvoir monétaire, en Espagne, se fait jour, en France d'abord et en Angleterre ensuite, l'idée qu'il faut augmenter la richesse intérieure - le "numéraire" de la métropole - en important le moins possible de ses voisins, et en développant les exportations. De cette façon, on absorbera l'or des voisins, tout en conservant le sien. Dieu ne s'oppose d'ailleurs pas à ce que l'on s'enrichisse en tirant, ici-bas déjà, un profit de ses bonnes actions, c'est-à-dire de l'apostolat et de la philanthropie, qui seront mis au service du mercantilisme: la fortune serait le signe par lequel les élus reconnaîtront qu'ils ont mérité le salut - ou qu'ils ont été choisis par le Tout-Puissant.

Cette doctrine, inspirée probablement dans son second aspect, le plus tardif, par le protestantisme, va faire des colonies des dépendances économiques des métropoles.

"L'objet des colonies est de faire commerce à de meilleures conditions qu'on ne le fait avec les peuples voisins, avec lesquels tous les avantages sont réciproques... et non pas la fondation d'une ville ou d'un nouvel empire" (Montesquieu). La colonie ne doit donc commercer qu'avec la métropole, et ne peut lui faire concurrence. Elle n'a pas d'intérêt propre à faire prévaloir, elle n'existe que par la métropole et pour la métropole: c'est le "pacte colonial" qui implique que la métropole fournisse à la colonie tout ce dont elle a besoin en échange des produits qu'elle en tire.

Les grandes compagnies

Anglais, Français et Hollandais créent les "grandes compagnies" à charte, auxquelles ils accordent le monopole du commerce avec un territoire déterminé, à charge pour elles de transporter, de ravitailler, d'administrer et même d'évangéliser. Ces idées, qui seront à l'origine des conceptions modernes de la complémentarité des économies, du protectionnisme pour l'économie nationale et du dynamisme extérieur pour les entreprises privées, ont également ancré dans les esprits libéraux le dogme de la primauté de l'économique sur le social et la politique.

La Révolution Française

Le système mercantiliste, conjointement avec l'utopie du bon sauvage, qui prend le dessus sur la caricature du mauvais barbare, va subsister bien au-delà de la Révolution Française.

Celle-ci, en effet, ne s'est guère intéressée aux problèmes coloniaux. Elle ne s'y réfère que par une exclamation de Robespierre: "que périssent les colonies!" et par une condamnation de l'esclavage, qui n'aura cependant guère d'effet: il ne sera réellement aboli dans les territoires français qu'en 1848.

Indirectement, cependant, sous le couvert de l'idéologie égalitaire, se fait jour l'idée de l'assimilation politique, et non plus seulement religieuse et culturelle, qui tend à octroyer à tous les habitants des colonies les mêmes droits qu'aux métropolitains. Indépendamment, mais dans le même sens que les théologiens et moralistes des 16^e et 17^e siècles, elle met aussi en avant le souci de l'intérêt commun des peuples et de l'unicité du droit naturel.

Un pacte colonial contesté et les premières indépendances

Les choses, cependant, continuaient leurs cours, indifférentes en apparence au mouvement des idées, mais tout de même infléchies par elles. Les grandes compagnies à charte, qui n'auraient dû créer ni villes, ni empires, en venaient à administrer des territoires de

plus en plus vastes, les Indes orientales et occidentales, ainsi que les Indes néerlandaises.

Le pacte colonial n'est plus respecté: les métropoles ne peuvent plus fournir, par leurs grandes compagnies,

tout ce qui est demandé dans d'aussi vastes domaines, ni en absorber les productions. Bouleversées par la révolution industrielle, elles recherchent aussi des débouchés pour des produits qui ne répondent pas aux besoins des économies primaires maintenues dans les colonies. Des colons européens, indifférents puis hostiles aux dogmes mercantilistes, s'établissent aux Amériques, en Australie, en Nouvelle-Zélande et s'y affirment de plus en plus indépendants des métropoles. De vastes territoires, la Chine et le Japon, ne participent à aucun pacte colonial. La Russie, de son côté, pratique ce qu'on a appelé une "colonisation par contiguïté" qui l'amène en 1645 au bord du Pacifique et dès 1741 en Alaska, devançant de plus d'un siècle dans leur marche vers l'est, la conquête de l'ouest par les anglo-saxons d'Amérique du Nord.

Humanistes et libéraux

Les mouvements humanistes et libéraux, devant le déclin du mercantilisme et l'affranchissement des territoires coloniaux, en viennent à l'idée que les colonies oppriment les bons sauvages qui n'avaient guère joué de rôle dans l'affaire. Les principaux acteurs et bénéficiaires de la vague des indépendances américaines avaient en effet été les colons, et non pas les indigènes. En définitive, les colonies constituaient donc une charge pour la métropole. L'opinion générale

Une colonisation non colonialiste

C'est dans ce climat que la France mène la conquête de l'Algérie (1827-1856) et celle de la Cochinchine (à partir de 1859), reprend pied au Sénégal, d'où sa grande compagnie dieppoise avait été chassée par les Anglais, pénètre tout aussi militairement au Sahara et en Océanie.

La Grande-Bretagne avance de plus en plus en Afrique, par le Nord, par le Sud et par l'Ouest.

La preuve est faite alors que la colonisation ne constitue pas la réalisation d'un dessein colonialiste que tout le monde à l'époque aurait réprouvé, mais plutôt répond à un besoin inconscient d'expansion et au dynamisme de l'Europe. On l'avait précédemment habillé suivant les époques et les idées en vogue, de toutes sortes de motivations religieuses, économiques, culturelles, etc.

La preuve est faite aussi qu'à défaut de vocation coloniale dans le chef des nations et des individus, ce besoin d'expansion devait se satisfaire dans l'aventure militaire menée au nom du prestige diplomatique bafoué par un coup d'éventail reçu par un consul français à Alger, d'une revanche à prendre ou de la défense d'un autre idéal d'occasion, comme le sort des marchands anglais en Chine ou des missions françaises en Indochine.

Ce qui était en jeu, c'étaient les orgueils nationaux, les nationalismes et leurs rivalités, qui aboutiront à la mystique et à la glorification des Empires d'outre-mer.

La fermeture du port de Boston par les Anglais (1774) en réaction contre le boycottage de leurs marchandises par les colons américains marque le début de la fin pour le mercantilisme et le pacte colonial. "Yo no soy español, soy americano" s'entend partout en Amérique du Sud à la même époque. De 1810 à 1824, on assistera à l'éclatement des empires espagnols et portugais. Finalement en 1848, la dernière grande compagnie, celle des Indes, disparaît au lendemain de la guerre des cipayes, qui avait dû être menée en dehors d'elle par l'Angleterre contre ses soldats indiens. De nouvelles compagnies à charte apparaîtront certes après 1870, mais elles seront axées sur la mise en valeur de zones économiques et de domaines fonciers.

est exprimée par J.B. Say "les vraies colonies d'un peuple commerçant, ce sont les peuples indépendants de toutes les parties du monde. Les peuples deviennent alors pour nous des amis utiles et qui ne nous obligent pas de leur accorder des monopoles onéreux. Ni d'entretenir à grands frais des administrations, une marine et des établissements militaires aux bornes du monde. Un temps viendra où l'on sera honteux de tant de sottises".

Ces entreprises non coloniales, dans lesquelles la métropole engageait toute son armée et son honneur militaire, ont aussi abouti, lors de la décolonisation, aux formes les plus sanglantes des conflits d'indépendance, comme l'ont montré les guerres d'Algérie et d'Indochine: toute la nation métropolitaine était impliquée, et non pas seulement ses coloniaux, dont les intérêts n'étaient d'ailleurs guère pris en compte, comme le sort des pieds noirs d'Algérie le démontrera.

Cette période de "colonisation anticolonialiste" - comme l'ont appelée les historiens parce que les intérêts et les valeurs propres aux coloniaux étaient niés au profit de ceux des métropoles - est aussi marquée par l'absence de toute réflexion profonde sur les rapports entre les hommes et les peuples de cultures différentes. J.B. Say et ses contemporains raisonnaient comme si tous les peuples, à quelques différences folkloriques près, avaient au fond, les mêmes conceptions libérales, les mêmes systèmes de droits et de contrats, la même conception du commerce et des échanges, et jusqu'à des règles identiques de simple courtoisie. L'Histoire s'encombre alors de ces vexations consulaires provoquées par l'étiquette des préséances, des saluts et des genuflexions, sanctionnée au besoin par l'intervention des canonnières.



L'impérialisme

Vers 1870 cependant, l'expansion européenne qui s'était donnée depuis le début du siècle toutes sortes de prétextes, s'affirme comme un impérialisme délibéré fondé sur la supériorité des nations blanches. "L'homme blanc doit civiliser les races inférieures". Ce propos n'est pas d'un Adolphe Hitler, mais bien d'un bon républicain français, Jules Ferry, positiviste et anticlérical, organisateur de l'enseignement laïc et illustre défenseur des libertés. Ce devoir lui confère un

droit de domination, celui d'occuper des bases, des points d'appui et des territoires, ce que M. Ferry fera en Tunisie, en Afrique centrale, à Madagascar et au Tonkin. C'est de nouveau le fardeau de l'homme blanc, teinté en Grande-Bretagne de messianisme religieux: "Dieu travaille d'une manière visible à faire de la race anglo-saxonne l'instrument choisi à l'aide duquel il amènera un état social fondé sur la police, la liberté et la paix" (Cecil Rhodes).

Il faut à la Belgique une colonie

Tout doit donc concourir pour accroître la puissance et la richesse des nations qui assument ce fardeau. Seules celles qui le supportent auront leur part dans le partage du monde, trouveront matières premières et débouchés. "Il faut à la Belgique une colonie", telle est l'expression léopoldienne de cette dernière conception dans laquelle les considérations économiques, inspirées du modèle hollandais réalisé en Indonésie, avaient certainement beaucoup plus d'importance que les idées racistes et de prestige en vogue en France, en Grande Bretagne et en Allemagne.

La Belgique héritière en 1908, plutôt à contrecœur, de l'Afrique de Léopold II, n'avait certainement aucune vocation impériale. Elle pratiqua dans ses rapports avec la colonie, à contre-courant de l'histoire, le mercantilisme prudent de bon-papa, avec un pacte colonial implicite et des grandes compagnies à charte et à privilèges, chargées d'assurer l'équipement et le développement.

Pour ne pas trop engager les finances et les ressources de l'Etat, elle s'en remit pour le surplus à trois grands corps totalement indépendants des institutions et du budget de la métropole:

- l'administration coloniale, inspirée par l'altière devise "dominer pour servir", et par les trois dogmes enseignés par l'Université et par l'Ecole coloniales: la primauté de l'intérêt des indigènes, le pacte colonial implicite et l'administration indirecte via les chefs coutumiers et les juridictions indigènes. Il en résultera un extraordinaire intérêt des administrateurs territoriaux, de la magistrature et des missionnaires pour le droit coutumier, les études ethnographiques et linguistiques, l'art et la musique autochtones;
- les missions orientées vers l'enseignement, qui leur était à peu près complètement abandonné, et la formation d'un clergé et d'un épiscopat locaux qui allaient constituer un puissant facteur d'unité nationale;
- les sociétés dont les directions métropolitaines, à vocation mercantiliste, privilégiaient les exportations, tandis que les directions locales tendaient à la formation de vastes domaines autarciques, dans lesquels les travailleurs étaient, comme "l'enfant nouvellement né" de Rabelais, "bercés, éduqués et assurés".

Le paternalisme belge s'accompagnait, nous l'avons dit, d'un pacte colonial implicite. Celui-ci, dans une formulation ouverte, serait tombé sous le coup d'une des proscriptions de la conférence de Berlin (1885), qui avait ouvert le bassin du Congo au commerce avec toutes les nations. Mais la souveraineté d'un petit Etat comme la Belgique sur le centre de l'Afrique arrangeait bien tout le monde, à une époque où les rivalités nées de l'impérialisme conquérant s'atténaient.

Vers la fin du leadership européen

On commençait en effet à croire en Europe, au début du 20e siècle, et surtout après la première guerre mondiale, que le partage du monde était presque réalisé, et qu'on ferait bien de s'en satisfaire. Aussi, lorsque, après la guerre 14-18, il fallut partager l'empire colonial allemand, on créa la fiction de la souveraineté commune des nations réunies au sein de la S.D.N., distributrice de mandats à des puissances qui n'étaient donc plus souveraines, mais simples mandataires.

Là où elles ne régnaient pas par l'administration directe ou indirecte, par protectorats ou mandats internationaux, les "puissances" se partageaient aussi des zones d'influence politique, comme la France, l'Angleterre et la Russie en Chine, en Iran et en Arabie, ou des espaces culturels et amis comme l'Espagne et le Portugal en Amérique du Sud. Seuls le Japon et l'Italie manifestaient encore des ambitions impériales.

Les "puissances" n'étaient d'ailleurs plus uniquement européennes: le Japon avait pris pied en Corée et en Chine, les Etats-Unis s'établissaient dans les Antilles, s'assuraient le canal de Panama, s'étendaient à travers l'Océanie jusqu'aux Philippines.

Le leadership échappait à l'Europe, elle-même de plus en plus divisée entre les nationalismes et les doctrines libérale, fasciste et marxiste. Dès 1905, le socialiste Paul Louis publie une condamnation du système colonial sous le titre "le colonialisme", première apparition d'un vocable qui ralliera tous les opposants, mais seulement un demi-siècle plus tard.

Car les socialistes eux-mêmes étaient divisés sur la question coloniale. Pour certains, les colonies ouvraient la possibilité d'échapper à l'exploitation capitaliste et de réaliser ailleurs une société nouvelle. Jean Jaurès rêve un moment d'une expansion coloniale pacifique, qui reprendrait l'idée jacobine de l'assimilation, tous les peuples colonisés devant accéder à la citoyenneté métropolitaine.

On est donc encore loin de l'indépendance des peuples colonisés. Celle-ci ne sera vraiment ouvertement revendiquée que par Lénine et l'Internationale Communiste, et encore seulement sous la forme d'une libération de l'impérialisme, forme suprême du capitalisme. Prolétaires des pays avancés et opprimés d'outre-mer, mais d'outre-mer seulement, sont ainsi rassemblés sous la même bannière qui ne recouvre pas cependant les camarades des colonies continentales contiguës. L'anticolonialisme marxiste montre donc de bien curieuses nuances, et l'Afghanistan, agressé beaucoup plus tard par l'URSS, ne sera pas pour lui l'équivalent de l'Indochine agressée par les Français et les Américains.

Finalement, le système colonial ne succombera pas sous les arguments des anticolonialistes métropolitains, mais devant l'évolution des idées dans les pays colonisés, celles des colons américains d'abord, celles ensuite que les autres colonisés dégageront d'eux-mêmes des développements de l'enseignement, de l'information et des échanges culturels suscités par l'action des colonisateurs, eux-mêmes inspirés par les courants de pensée dans leurs métropoles.

La colonisation, dans sa forme où elle s'est développée du 15e au 20e siècle, est demeurée jusqu'au bout une des émanations de l'esprit et du génie de l'Europe, dans laquelle toutes ses conceptions et ses contradictions ont été impliquées. Il faudra sans doute encore quelques décennies pour qu'elle assume pleinement ce passé, et qu'après avoir frappé sa coulpe pour sa domination passée, elle s'enorgueillisse d'avoir organisé le monde autour de ses conceptions de la nation, de la citoyenneté et du droit.

Pour reprendre une expression de nos amis congolais, la colonisation fait partie de notre "authenticité" européenne à tous, coloniaux ou non.